



HAL
open science

RDC Congo : des violences et des massacres terribles dans un silence assourdissant de la communauté internationale !

Chloé Maurel

► **To cite this version:**

Chloé Maurel. RDC Congo : des violences et des massacres terribles dans un silence assourdissant de la communauté internationale!. Planète Paix, 2024, janvier-février 2024 (688-689), p. 8-9. hal-04476715

HAL Id: hal-04476715

<https://hal.science/hal-04476715>

Submitted on 28 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Chloé Maurel, historienne

RDC Congo : des violences et des massacres terribles dans un silence assourdissant de la communauté internationale !

Article paru dans *Planète Paix*, revue du Mouvement de la Paix, janvier-février 2024, n°688-689, p. 8-9.

Pourquoi parle-t-on si peu de ce qui se passe depuis plus de 25 ans en RDC (Congo) ? Depuis 1996, les violences et massacres terribles se sont enchaînés, au détriment de la population civile qui vit un enfer. Témoin et victime parmi d'autres, la jeune Congolaise Zénobita M. que nous avons rencontrée à Paris, témoigne : « j'ai été violée et torturée, et j'ai vu ma mère assassinée devant moi. Je suis désespérée en voyant l'état de mon pays, nous avons besoin d'un nouveau Lumumba ! »

Ces violences continuent malgré la présence d'une force de l'ONU de 17 000 hommes sur le terrain, ce qui en fait la plus grande force de maintien de la paix des Nations-Unies dans le monde. L'ONU entretient en effet depuis 1999 la force MONUC, renommée depuis 2010 MONUSCO : elle coûte pas moins de 1,5 milliard de dollars par an, une somme colossale, mais « ne sert à rien » d'après Zénobita M. Censée protéger les civils congolais et lutter contre les violences des groupes armés dans l'est du pays, elle ne parvient pas à empêcher le pillage des minerais (notamment le coltan, dont 80% des réserves mondiales sont en RDC, minerai très convoité car composant indispensable des appareils électroniques), les viols de femmes et de filles (entraînant souvent une contamination au VIH), les tortures et assassinats de civils. Au point qu'en juillet 2022, des centaines de manifestants congolais en colère ont saccagé et pillé à Goma, les installations de la MONUSCO pour protester contre son inefficacité. Ce constat d'inefficacité a entraîné en novembre 2023 la signature par la RDC d'accords pour le retrait complet de la MONUSCO, aveu de son échec.

La situation dramatique du Congo, qui dure depuis les années 1990 et la fin du génocide au Rwanda, s'est caractérisée par la 1^e guerre du Congo (1996-1997) puis la 2^e guerre du Congo (1998-2003), marquées par un possible génocide (peut-être 6 millions de morts et 4 millions de personnes déplacées), des crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et l'utilisation d'enfants-soldats.

La faiblesse politique de la RDC et la pauvreté de sa population, et notamment face à son voisin de l'Est le Rwanda de plus en plus puissant et militarisé, en font une proie facile pour le Rwanda et ses appétits économiques : le Rwanda exploite les tensions ethniques afin de mettre la main sur les gigantesques richesses naturelles de la RDC (minerais).

La responsabilité de ces violences est à trouver dans le gouvernement du Rwanda, les anciennes puissances coloniales, les Etats-Unis, les grandes multinationales qui utilisent le coltan et autres minerais de RDC, la mafia, et les dictateurs des pays voisins.

Les paysans du Nord-Kivu et Sud-Kivu (régions de l'est de RDC, frontalières du Rwanda) sont persécutés et chassés de leurs terres. Des troubles endémiques sèment la terreur dans la population, perpétrés par des milices qui torturent et violent en masse. Sous couvert de haine ethnique, en réalité les ressorts de ces violences prennent leur racine dans les enjeux économiques, et les puissances occidentales ainsi que leurs grandes multinationales y sont pour quelque chose.

Les violences ont connu une nouvelle aggravation depuis novembre 2021, avec la résurgence de la rébellion du Mouvement du 23 mars, ou M23, créé dans les années 2010 officiellement pour protéger les Tutsi de RDC. Le Rwanda, qui soutient en sous-main le M23 (et le renforce avec ses militaires), et qui est soutenu par la France et les Etats-Unis, instrumentalise cette rébellion, qui déstabilise la population de RDC et cause des centaines de milliers de morts et de réfugiés. Le M23 a facilement chassé la faible armée congolaise de plusieurs de ses bases, sans réaction efficace des Casques bleus de la MONUSCO. Le M23 a pris le contrôle d'une vaste zone au nord de la ville de

Goma, bordée à l'est par la frontière ougandaise. L'Ouganda, avec ses appétits dans la région, est aussi un des acteurs de cette déstabilisation.

Le Rwanda, 90 fois plus petit que la RDC, et 8 fois moins peuplé, lorgne sur les riches terres et les réserves du sous-sol de la RDC. De fait, Kigali prélève illégalement des minerais de RDC et les exporte, les vendant en les faisant passer pour des minerais rwandais et empochant les bénéfices financiers de cette vente. Le territoire de RDC, très vaste, rend difficile le contrôle et l'unité de toutes les régions du pays : en effet, la capitale, Kinshasa, est éloignée de plus de 1500 kilomètres de Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, ce qui fait que le Nord-Kivu se retrouve bien plus dans la zone d'influence du Rwanda et de l'Ouganda.

Dès son élection à la présidence de la RDC, en janvier 2019, Félix Tshisekedi a conclu des accords de coopération économique et commerciale (minerais), avec le Rwanda et de l'Ouganda. Mais cela a ouvert encore plus le pays aux appétits prédateurs de ces pays voisins.

Les Etats-Unis jouent double jeu, affirmant officiellement rappeler à l'ordre le Rwanda contre toute ingérence néfaste en RDC, mais en réalité conservant le Rwanda comme allié, car cela les arrange économiquement et géopolitiquement.

Le Rwanda continue d'obtenir le soutien du FMI pour ses réformes libérales et sa discipline financière, ainsi que la tenue disciplinée de son armée. Ce petit pays est d'ailleurs le troisième contributeur mondial en Casques bleus de l'ONU. Et il a passé récemment un accord controversé avec le Royaume-Uni pour y accueillir ses migrants illégaux.

Il est urgent de faire mieux connaître, auprès de l'opinion internationale, cette situation dramatique pour les habitants de RDC, et cette prédation ignoble des ressources minérales du pays par le Rwanda. La collusion entre les puissances occidentales et leurs multinationales prédatrices, et le régime rwandais, doit être dénoncée. Le silence et l'indifférence face aux terribles violences subies par les Congolais doivent cesser, il est temps de défendre leurs droits et de faire prévaloir l'intérêt des êtres humains sur celui du commerce et de la finance !

Encadré : Décembre 2023 : des élections présidentielles controversées et entachées d'irrégularités

Le 20 décembre 2023 a eu lieu l'élection présidentielle en RDC, ainsi que, parallèlement, les élections législatives, provinciales et municipales. Élu de manière controversée en 2018, le président sortant Félix Tshisekedi s'est porté candidat à un second mandat. Il fait alors face à plusieurs concurrents, notamment le prix Nobel de la paix 2018, Denis Mukwege. Le scrutin se déroule dans le cadre d'un regain de violences opérées par des groupes armés rebelles dans l'Est du pays. Félix Tshisekedi, qui a lancé une campagne agressive avec de grands moyens (notamment un grand meeting au Stade des Martyrs de la capitale Kinshasa, dont il remplit les 80 000 places) est réélu avec plus de 73 % des suffrages exprimés selon les résultats provisoires. Denis Mukwege médecin gynécologue et militant des droits humains, et pasteur évangélique pentecôtiste s'est présenté en indépendant, voulant refonder le pays sur des bases démocratiques (paix, sécurité, justice, État de droit), tout en bénéficiant de l'appui de huit partis qui forment le 18 mai l'Alliance des Congolais pour la Refondation de la Nation (ACRN) en soutien à sa candidature. Il est connu et respecté pour ses efforts visant à mettre fin à l'emploi des violences sexuelles en tant qu'arme de guerre. Les élections sont marquées par de graves irrégularités et des problèmes d'organisation qui retardent l'heure d'ouverture de la plupart des bureaux de vote, au point de forcer le gouvernement congolais à prolonger le vote jusqu'au lendemain ; le scrutin se serait même poursuivi jusqu'au 27 décembre dans certaines villes et villages. Le 24 décembre, l'archevêque de Kinshasa Fridolin Ambongo Besungu dénonce ainsi l'élection comme un « gigantesque désordre organisé ». Le 31 décembre 2023, les résultats provisoires sont publiés, portant sur le dépouillement de 85 % des bureaux de vote et donnant Félix Tshisekedi vainqueur avec 76 % des voix, pour un taux de participation de seulement 43 %, ce qui est trop peu pour que l'élection soit vraiment légitime. En effet, nombre de Congolais ont de fait été empêchés de voter à cause de l'insécurité et des problèmes d'organisation. La réélection de Félix Tshisekedi n'est pas un bon signal pour l'avenir de

la RDC, tant son premier mandat a été entaché par la corruption, les scandales, et la perpétuation des inégalités sociales et des troubles ainsi que de l'insécurité endémique...